

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 4 novembre 2021

Madame Carolyn Bennett
Ministre de la Santé mentale
et des Dépendances et
Ministre associée de la Santé
Santé Canada
0900C2
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

Madame la Ministre,

Laissez-moi d'abord vous transmettre toutes mes félicitations pour votre nomination comme ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé au sein du gouvernement fédéral. Comme vous le savez, les différents systèmes de santé et de services sociaux à travers le Canada ont été largement éprouvés au cours des derniers mois et je souhaite sincèrement que nous puissions engager un dialogue constructif sur des enjeux prioritaires pour l'avenir de ceux-ci et pour l'ensemble des Québécois.

À titre d'exemple, vous savez sans doute que la santé mentale est un domaine d'intervention prioritaire pour le gouvernement du Québec. C'est pourquoi nous croyons qu'il est impératif d'avoir rapidement des discussions sur le respect des compétences du Québec en matière de santé mentale et de dépendances. En effet, la meilleure façon de nous appuyer dans ces secteurs d'importance, tout en respectant notre maîtrise d'œuvre à l'égard de nos priorités et interventions en la matière, consiste à augmenter le Transfert canadien en matière de santé (TCS), lequel permet un financement flexible et à long terme, plutôt que de mettre en place de nouveaux fonds ciblés de courte durée.

Je me permets à ce sujet de vous rappeler que le gouvernement du Québec, tout comme le Conseil de la fédération, demande au gouvernement fédéral de procéder à une injection immédiate de fonds dans le TCS afin de rapporter sa part du financement à 35 % des dépenses de santé des provinces et des territoires, ce qui représente actuellement une augmentation de 28 milliards de dollars. Ce ratio devrait, par la suite, être maintenu au fil du temps à l'aide d'un facteur de progression annuel approprié de 6 %.

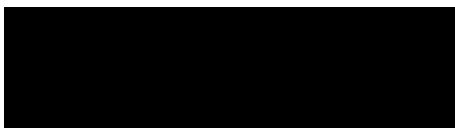
... 2

Je veux également vous faire part d'une demande formelle concernant l'ajout de l'enjeu du régime d'accès au cannabis à des fins médicales dans l'examen de la Loi sur le cannabis qui s'amorcera dans les prochaines semaines. Bien que le gouvernement du Québec souhaite que cette voie d'accès au cannabis soit conservée, le régime actuel pose différentes problématiques aux regards de la santé et de la sécurité publique, notamment au niveau de l'incohérence des messages véhiculés par nos gouvernements à la population et au développement du marché illicite.

En terminant, je veux réitérer, tel que mentionné par le premier ministre du Québec, monsieur François Legault, que le Québec entend assumer pleinement et sans contrainte ses responsabilités et c'est pourquoi il entend être encore plus vigilant à l'égard des interventions du gouvernement fédéral susceptibles de contrevenir aux compétences exclusives du Québec, d'attenter à son autonomie ou au respect de ses institutions. Ainsi, dans les domaines qui relèvent de ses compétences exclusives, le Québec n'entend pas souscrire aux stratégies, cadres ou autres projets pancanadiens fédéraux-provinciaux-territoriaux et, sur le plan bilatéral, revendiquera la conclusion d'ententes particulières, voire asymétriques, afin de lui permettre d'obtenir sa juste part des fonds fédéraux dans le respect de son autonomie et de ses compétences.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre délégué,



Lionel Carmant

N/Réf. : 21-MS-07838